

Le conclave des gauches (pas si) irréconciliables

Genre, race, identité, islam... Dans les locaux de "l'Obs", pendant deux jours, vingt-cinq intellectuels ont débattu des sujets qui fâchent. Une expérience inédite pour nommer les désaccords, rappeler les principes qui unissent, et établir une charte de bonne conduite

Par PASCAL RICHÉ Photos FRANKIE ET NIKKI

Quand deux chats ne s'entendent pas, on peut être tenté de les enfermer deux jours dans la même pièce en espérant qu'ils en ressortent bons copains. La méthode, paraît-il, donne de très mauvais résultats. Avec des êtres doués de raison, peut-elle fonctionner ? Nous en avons fait l'expérience les samedi 12 et dimanche 13 juin, dans les locaux de « l'Obs », au 7^e étage de l'immeuble d'Austerlitz, en accueillant vingt-cinq personnalités – intellectuels, militants, hauts fonctionnaires – issues des gauches dites « irréconciliables ».

A l'ordre du jour des discussions figuraient les sujets les plus radioactifs qui soient : race, islam, identité, genre. Une sorte de « Loft Story », la piscine en moins, les risques de pugilat en plus. Les participants ont parlé pendant deux jours de laïcité, de discriminations, d'intersectionnalité, de racisme d'Etat, de réunions non mixtes, d'universalisme, de privilège blanc, de transidentité, de prostitution... Il y a eu quelques tensions (« Pas besoin de moraline, merci »), quelques règlements de comptes (« Ton association a orchestré contre moi une véritable campagne de harcèlement ! »), quelques larmes, mais chacun était venu avec un désir d'apaisement et la ferme détermination de rester courtois. Au terme de ce week-end intense, avant d'aller boire un verre ensemble sur les quais de la Seine, tous affichaient une joie étonnée : incroyable, ils pouvaient s'écouter. Peut-être même signer un manifeste commun, pour rappeler que ce qui les unit (le combat pour l'égalité réelle, le féminisme, l'antiracisme...) est bien plus fort que ce qui les divise.

L'idée de cet événement expérimental est venue en avril d'une discussion entre l'ancien député PS de la Nièvre Christian Paul, un ex-« frondeur » affable et méthodique, et l'historienne de gauche Laurence De Cock, spécialiste de la colonisation et de ses effets structurels sur la société. On était alors encore en pleine

polémique fratricide autour du livre de Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, « Race et sciences sociales » (1) : le sociologue et l'historien, qui déplorent que les luttes identitaires fassent l'impasse sur les rapports de classes, étaient applaudis par les uns, vomis par les autres. « Il y avait une polémique de ce genre par semaine, et pendant ce temps, des gens comme Blanquer ou Schiappa menaient une entreprise de disqualification de la gauche, accusée à la fois de déni sur la place de l'islam et de trahison sur la laïcité. C'était insupportable et infondé. On s'est dit qu'il fallait faire quelque chose », raconte Christian Paul.

Il a contacté le lendemain Laurence Rossignol, sénatrice de l'Oise et ex-ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes du gouvernement Valls. Féministe de toujours, c'est aussi une championne du parler cash et une universaliste pure et dure. Avec Laurence De Cock, elle ne partage qu'un prénom : ces deux Laurence n'ont jamais signé une pétition ensemble, c'est dire. Mais elles sont d'accord sur l'urgence d'un cessez-le-feu. Un petit groupe de travail s'est formé : l'ont rejoint Pierre-François Grond, conseiller de la candidate de La France insoumise en Ile-de-France Clémentine Autain ; la documentariste féministe Bouchera Azzouz ; le juriste Béligth Nabli, auteur de « Laïcité de l'Etat et Etat de droit » (2). L'organisation des débats a été confiée à Daniel Kaplan (Plurality University Network) et Lucie Castets (Observatoire national de l'Extrême Droite). Et « l'Obs » a été associé à cette expérience inédite, qui n'a pas été baptisée le « Loft », mais le « Conclave ». De *cum clave* : « avec clé ».

A partir de la fin avril, plusieurs réunions de ce groupe noyau ont servi de répétition générale, avec des désaccords aigus, mais amicaux. Il est vite apparu que la représentation d'une polarisation entre deux camps relevait de la caricature : les fractures sont multiples, complexes, mouvantes. Les deux Laurence se sont opposées sur la religion (facteur d'apaisement ➔



▲ Céline Piques d'*Osez le Féminisme!* et l'avocat Arié Alimi, membre de la Ligue des Droits de l'Homme.

➔ ou de tensions dans les quartiers populaires?), le rôle des « grands frères » dans les cités, ou le voile, mais elles s'entendaient dès qu'il s'agissait de défendre la cause des femmes. Chacun a suggéré des noms de participants. Il a été convenu d'éviter les personnalités les plus radicales et agressives. Le 5 juin, les vingt-cinq du « Conclave » se sont retrouvés pour la première fois, en « visio », pour auditionner une demi-douzaine d'experts comme l'historien Patrick Weil ou le sociologue Vincent Tiberj.

Samedi 12 juin, les choses sérieuses commencent dans la grande salle de conférences de rédaction de « l'Obs ». Certains participants reviennent de la manif contre l'extrême droite, où Mélenchon s'est fait enfariner. On croise des philosophes comme Stéphanie Roza, auteur de « la Gauche contre les Lumières ? » (3), qui ne supporte pas la dénonciation d'un prétendu « universalisme blanc », ou Saïd Benmouffok, en complet désaccord. L'avocat Arié Alimi, spécialiste des violences policières et auteur du « Coup d'Etat d'urgence » (4), auquel il a été reproché d'avoir participé à la manifestation clivante du 10 novembre 2019 contre l'islamophobie (en guise de branche d'olivier, il a apporté une boîte de petits gâteaux orientaux). Dominique Sopo, le président de SOS Racisme, association accusée d'avoir trahi les idéaux et l'élan politique de la marche pour l'égalité de 1983. Quatre fonctionnaires ou responsables de structures publiques qui ne tiennent pas à être cités, mais qui ont eux aussi connu leur lot de controverses. Des dirigeants d'associations, comme Samuel Grzybowski (Coexister, La Primaire populaire), Souâd Belhaddad (Citoyenneté Possible), Salah Amokrane (Tactikollectif), ou le militant laïque Charles Arambourou, adversaire du communautarisme et de la « racialisation » de la question sociale (Union des Familles laïques). Des féministes comme Céline Piques (Osez le Féminisme!) ou Martine Storti. Des experts comme Marie-Cécile Naves (Iris) ou l'économiste socialiste Isabelle This-Saint-Jean...

Tous ont laissé les armes au vestiaire. Ils commencent par se humer, le tutoiement vient vite. Puis, en ateliers, les travaux débutent, structurés par des questions précises et par l'usage immodéré de Post-it multicolores. Chacun est par exemple invité à écrire la phrase qui lui a valu le plus de réactions hostiles. « *Il faut combattre le racisme d'Etat* » (Arié Alimi). « *Quand les identités religieuses servent de drapeau pour affirmer des revendications sociales, c'est mal parti* » (Laurence Rossignol). « *Il n'y a pas d'islamisme significatif en France* » (Samuel Grzybowski)... Entre deux Post-it, de beaux échanges. Voici trois exemples.

LE MILITANTISME INTERSECTIONNEL

Autrefois, il y avait les ouvriers et les bourgeois, c'était presque simple. Aujourd'hui, les luttes sont devenues multiples, fragmentées... Une nouvelle forme de militantisme s'est forgée sur la base de l'intersectionnalité (un concept sociologique qui vise à prendre en compte la façon dont les oppressions diverses se croisent et s'amplifient mutuellement, l'exemple étant celui des femmes noires, qui subissent à la fois racisme et sexisme). Mais ce militantisme-là est accusé d'attiser le communautarisme.

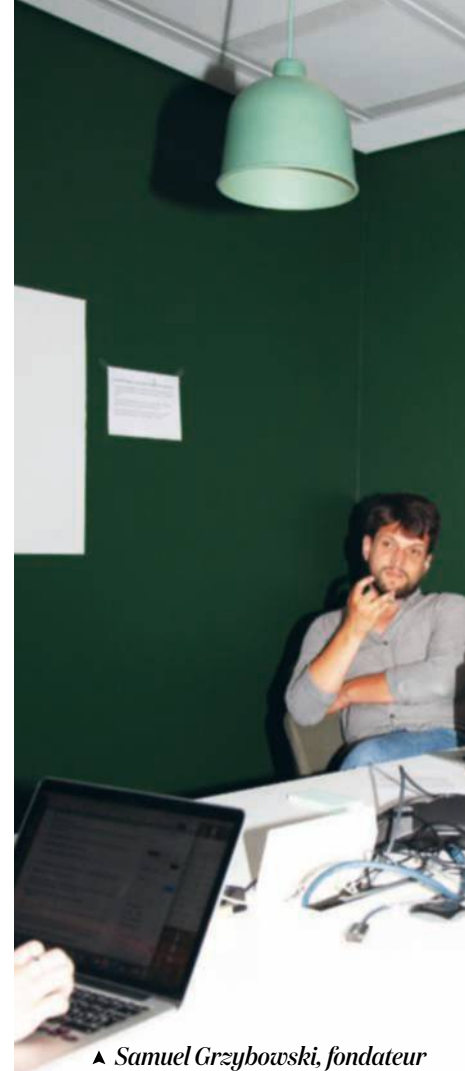
« *L'intersectionnalité est le nouveau paradigme politique* », affirme Alimi. Mais Martine Storti craint que dans ce paradigme ne s'insinuent « *des hiérarchies de lutte. En clair, que la lutte anticariste prenne le pas sur la lutte féministe : on a vu des gens accuser la loi sur le harcèlement de rue de stigmatiser les jeunes hommes racisés!* » Laurence Rossignol abonde : elle n'a rien contre l'approche intersectionnelle, mais elle se demande pourquoi certains militants qui

s'en revendiquent « *se définissent comme des adversaires du féminisme universel* ». Selon elle, la lutte contre le patriarcat ne doit pas être réservée au patriarcat blanc. Elle s'interroge : « *A quel moment on passe, avec une telle approche, d'un approfondissement du socialisme à une rupture avec lui?* » Christian Paul, que des décennies au PS ont rompu à l'art du compromis, souligne qu'un des beaux combats récents, sur lequel toute la gauche a été unie, était bel et bien intersectionnel : celui des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles. Chacun s'accorde pour considérer que l'approche est prometteuse, à condition qu'une cause ne l'emporte pas sur les autres.

LA VISIBILITÉ DE L'ISLAM

Quelle place pour la religion? Doit-elle être limitée à l'espace privé? Ce n'est pas ce que dit la loi de 1905 (qui défend le libre exercice des cultes, avec comme seule limite le respect de l'ordre public), et tous les participants s'accordent là-dessus. Isabelle This-Saint-Jean, qui a organisé une série d'auditions pour le PS sur ces sujets, rappelle que la laïcité concerne l'Etat, pas la société. « *La laïcité n'est pas la neutralité de tous dans l'espace public* », renchérit un juriste. Mais une fonctionnaire de l'Education nationale trace un premier clivage : « *On peut être de gauche et s'interroger sur le fait que les religions soient de plus en plus visibles dans l'espace public. Dans certains endroits, on est face à un projet politique qui dépasse la religion.* » A partir de quand? « *Est-ce qu'une femme voilée participe à un projet politique? C'est une aberration de dire ça!* » tranche le catho de gauche Samuel Grzybowski, dont l'association Coexister promeut le dialogue interreligieux. « *On ne peut pas nier l'évidence, s'agace en réponse l'ultra-laïque Charles Arambourou. Les deux collégiennes de Creil étaient bien téléguidées par un groupe politique.* » Lui s'est éloigné du PCF qui était opposé à la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école (nul ne la remet en cause dans l'assemblée), puis de Mélenchon après sa participation à la marche contre l'islamophobie. Le juriste : « *Comment savoir quand cela relève d'un "projet politique"? L'Etat n'a pas à s'en mêler, sauf si une pratique religieuse est imposée par des pressions ou s'il y a un trouble à l'ordre public.* »

Pour certains la gauche doit ouvrir les yeux sur l'ampleur de la menace islamiste. « *Une partie de la gauche est-elle dans le déni? C'est ça, le vrai clivage* », dit Stéphanie Roza. Elle cite les propos de Jean-Luc Mélenchon assimilant la loi contre le séparatisme à une loi dirigée contre les musulmans. « *Ily a une offensive islamiste, on est d'ac-*



▲ Samuel Grzybowski, fondateur de Coexister et directeur politique de La Primaire populaire.



▲ Lucie Castets, de l'Observatoire national de l'Extrême Droite.



▲ Entre deux Post-it, de beaux échanges.

cord là-dessus?» La fonctionnaire de l'Education nationale abonde : « Je suis d'origine algérienne, 90 % de ma famille vit là-bas. Plein de signaux ici me rappellent ce qui s'y est passé dans les années 1990, des petites choses qui, prises singulièrement, peuvent ne pas nous interpeller mais qui établissent de nouvelles normes : des corps qui changent, voile versus non-voile, horaires spécifiques pour les familles dans tel restaurant près de Lyon, etc. Pour moi, c'est terrible. »

Samuel Grzybowski estime que cette offensive doit être ramenée à sa juste mesure : « C'est un phénomène qui est moins important que d'autres : l'extrême droite, la pollution, les féminicides... » Le juriste considère qu'il faut se garder d'en faire une obsession, car le discours répressif est contreproductif : il est le carburant du discours victimaire dont profitent les islamistes... « Il ne faut pas être islamo-stressé pour lutter contre l'islamisme », résume-t-il. « J'essaie de me réguler, je veux bien ne pas être islamo-stressée, mais islamo-cool, non », répond la fonctionnaire. Leurs solutions? « L'éducation, l'éducation, l'éducation », scande-t-elle. Elle se souvient de son choc lorsque, après avoir demandé à soixante-dix enseignants combien connaissaient la charte de la laïcité lors d'une réunion après l'assassinat de Samuel Paty, une seule personne a levé la main...

C'est sans difficulté que les participants s'accordent plus tard sur une longue série de propositions : pousser la mixité sociale, instaurer un nouvel observatoire de la laïcité indépendant, former fonctionnaires et enseignants à la laïcité, renforcer les moyens de la

police des cultes (prévue par la loi de 1905 pour combattre les pressions), donner un vrai statut aux aumôniers des prisons...

LES DEUX UNIVERSALISMES

Saïd Benmouffok est un grand type discret, presque timide, mais quand il se met à parler, les voiles gonflent et son propos décolle. « Comment expliquer la rupture [au sein de la gauche]? Elle est arrivée quand on a accusé l'universalisme d'être "fictif". Certains disent "abstrait" ou "blanc". Depuis 1789, il s'accommode en effet d'exclusions très fortes. Ah mince, il manque les femmes! Ah mince, il manque les colonisés! Ah mince, il manque les ouvriers! La question est de savoir si ces exclusions sont le fait du hasard ou consubstantielles à la formulation même de cet universalisme. Kant faisait la distinction entre l'usage constitutif et l'usage régulateur des idées. La vision constitutive, c'est de dire : "L'universalisme, c'est moi." La vision régulatrice, c'est de considérer que c'est un horizon par définition inatteignable. » En réponse, Laurence Rossignol admet qu'à l'époque des Lumières et des droits de l'homme, on excluait de la raison non seulement les fous et les enfants mais aussi les femmes et les colonisés. « Mais l'universalisme n'a pas été pensé pour exclure : il était simplement à l'image de ces hommes de l'époque des Lumières. Il n'empêche qu'ils ont tracé un chemin : la pensée universaliste n'a jamais cessé de progresser... » Et le concept garde selon elle toute sa force pour s'opposer au relativisme des droits, notamment sur le plan international. Par exemple, note-t-elle, c'est en se fondant sur lui que l'ONU bloque chaque année les tentatives de pays catholiques ou musulmans pour instaurer dans la déclaration sur les droits des femmes (Pékin, 1995) l'amendement : « sous réserve des cultures et des traditions des pays ». Elle craint en France la montée d'un discours qui défendrait le principe « à chaque groupe ses droits ». Ce à quoi Saïd Benmouffok rétorque : « Je ne connais personne en France qui défende cela. Cite-m'en un seul! » A la fin de la discussion, chacun s'accorde à prôner un universalisme concret, qui soit un objectif à atteindre.

ET MAINTENANT?

Le dimanche, après une pizza vite avalée sur la terrasse du journal, le « Conclave » se met à l'écriture, en ateliers : constats de désaccords, principes communs, propositions concrètes, et une charte de bonne conduite : on arrête les attaques ad hominem, le harcèlement, les mots « fascistes », « islamophobes » et autres « islamo-gauchistes », on tolère la sémantique choisie par les autres, on inclut dans tel débat les personnes directement concernées par celui-ci, on se garde des arguments d'autorité, de la concurrence victimaire, de l'essentialisation d'un groupe...

De retour en séance plénière, la lecture des textes est suivie d'applaudissements. « Fumée blanche! » plaisante Bélig Nabli. Hum. Pas si vite : la question de la publication d'un manifeste fait débat. Beaucoup d'angles ont été rognés, chacun s'autocensurant un peu pour faire tomber les murs. Certaines questions n'ont été qu'effleurées (Y a-t-il un inconscient colonial dans la société française? Un continuum islam-islamisme-terrorisme? Un antisémitisme des banlieues?). « Si on se contente de rappeler qu'on est pour l'égalité réelle, la belle affaire... Je ne signerai pas de l'eau tiède », lance Laurence Rossignol. Les organisateurs proposent de figurer un texte qui sera soumis dans les jours prochains aux conclavistes. S'ils y parviennent, il sera publié sur le site de « l'Obs ». Ce qui est certain c'est que, cum clave ou pas, l'expérience se poursuivra. ■

(1) Editions Agone, 2021. (2) Dalloz, 2019. (3) Fayard, 2021. (4) Seuil, 2021.